

Mardi 17 Janvier 2012

LA PLUS FORTE DIFFUSION DE LORRAINE

0,90 €

Mardi 17 Janvier 2012

POLITIQUE *polémique*

Gandrang... vu par la droite

La gauche pointe, avec les syndicats, le « caillou dans la chaussure de Sarkozy ». La droite contre-attaque en exhumant les promesses de Mitterrand.



Le mystérieux vol de la stèle, il y a quelques jours, a relancé l'affrontement gauche-droite autour de cet enjeu de Gandrange. Photo archives RL

Avec ou sans stèle, Gandrange figurera au programme du déplacement qu'effectuera, aujourd'hui en Moselle, François Hollande. Le candidat socialiste à l'Élysée y sera accueilli dans l'après-midi par le maire Henri Octave. Tout, ou à peu près tout, a été écrit sur ce symbole de la désindustrialisation. Lequel marque pour la gauche – et sans doute pour une grande partie des 571 sidérurgistes ayant perdu leur emploi – « les promesses non tenues » du chef de l'État. Un an après la visite présidentielle, la CFDT avait inauguré à l'entrée de l'usine une plaque de granit gravée de la mention : « Ici reposent les promesses de Nicolas Sarkozy faites le 4 février 2008 à Gandrange : "avec ou sans Mittal, l'État investira" ». Le mystérieux vol de la stèle, il y a quelques jours, a relancé l'affrontement gauche-droite autour de cet enjeu de Gandrange. Sonnant la contre-offensive, l'UMP dénonce « l'imposture socialiste ». Dans un tract tiré à 50 000 exemplaires, les cosignataires Julien Freyburger, délégué de la 1^{re} circonscription UMP de la Moselle, François Grosdidier, sénateur de la Moselle, et Rémy Sadocco, délégué de la 8^e circonscription de la Moselle, évoquent les promesses... faites en 1981 par un certain François Mitterrand : « Aucun poste de travail ne peut être supprimé dans la sidérurgie sans qu'un autre n'ait été créé auparavant dans un autre secteur » (Longwy, octobre 1981). Une citation reprise précédemment, au mot près, dans le n° 2255 de Lutte Ouvrière, du

21 octobre 2011. L'organe de la formation trotskiste complétait d'ailleurs son rappel par cette cruelle précision : « Le 29 mars 1984, le gouvernement socialiste Mauroy, comportant quatre ministres communistes, révisait le plan Acier et annonçait la suppression de 21 000 emplois supplémentaires ».

Bis repetita des années Mitterrand

Mais l'UMP mosellane entend bien présenter, elle-même, la facture aux socialistes : « Sous quel gouvernement, quinze ans plus tard, les produits longs et le site de Gandrange ont-ils été vendus à Mittal ? Sous Lionel Jospin », répond-elle, triomphante.

À contrario, les signataires saluent « le courage de Nicolas Sarkozy de venir sur place voir les sidérurgistes en difficulté... » Un trait de caractère que personne, sans doute, ne contestera au chef de l'État. Beaucoup plus spécieux, en revanche, cet autre argument : « Les propos qu'il [Nicolas Sarkozy] a tenus à Gandrange ont été extrapolés et déformés... » S'il est vrai qu'« il n'a pas dit que l'aciérie de Gandrange ne fermerait jamais », Nicolas Sarkozy avait suscité un véritable espoir en s'adressant sur place, le 4 février 2008, aux sidérurgistes menacés de licenciement : « L'État est prêt à prendre en charge les investissements nécessaires pour maintenir l'aciérie en activité... Je reviendrai présenter le plan, la solution ». Un bis repetita des années Mitterrand.

Xavier BROUET.

Revue de presse

Le Républicain lorrain du jour.
Libération et Le Monde des 18 & 19 janvier 2012.

LIBÉRATION MERCREDI 18 JANVIER 2012

Gandrang, le PS retourne dans la plaie de l'Élysée

sont éteints... Hier, Hollande pouvait aussi compter hier sur la présence de la première secrétaire du PS, Martine Aubry.

REPORTAGE

Martine Aubry en campagne « engagée » contre la droite aux côtés de François Hollande

La première secrétaire du PS entend « organiser le pack socialiste autour du candidat » et dit ne s'être « jamais préoccupée » de sa place en cas de victoire

Gandrang (Moselle)
Envoyé spécial

Entre eux, c'est du sérieux. « Du béton », jure Bernard Cazeneuve, porte-parole du candidat socialiste, qui accompagnait François Hollande et Martine Aubry en visite à l'ancienne aciérie de Gandrange (Moselle), mardi 17 janvier, dessinant une « relation à la fois apaisée, complice et constructive ».

Même le contrôleur du TGV Paris-Thionville s'y est laissé prendre. Tombant sur le candidat et la première secrétaire assis face à face, il a demandé à prendre une photo du premier, avant de faire de même avec « M^{lle} Hollande ». Un comble !

Trois mois après sa défaite à la finale de la primaire, le 16 octobre 2011, la patronne des socialistes est de retour, aux premières places de la campagne de M. Hollande. « Je suis à ses côtés, en permanence, sur tous les sujets », assure M^{lle} Aubry, pour qui, entre les deux anciens rivaux, « ça se passe vraiment très naturellement ». A en croire la première secrétaire, la défaite a parfaitement cicatrisé. « C'est comme ça. C'est le choix de la démocratie. Le soir même, j'étais à 100 % derrière lui », affirme-t-elle.

Ses amis en attestent. « Elle n'a pas le choix », dit Marylise Lebranchu, députée du Finistère. Elle a forcément digéré (son échec). Martine sait tourner les pages. Jean Marc Germain, directeur du cabinet de la

première secrétaire, ajoute : « Martine est une femme de devoir. » De son côté, la maire de Lille exprime sa ferme intention de remplir son office de « première militante, un peu sur tous les fronts ». « Être là quotidiennement dans la réaction à la droite, organiser le pack socialiste autour du candidat, faire en sorte que tout le monde soit mobilisé », telle est la mission qu'elle s'assigne.

« Dégager le terrain »

« Qu'on soit différent, c'est une évidence absolue, dit-elle. Mais je n'ai aucune raison d'avoir de la haine pour lui. Il y a des gens pour qui je n'aurais jamais pu faire une campagne engagée. » « Le rôle du parti, c'est de dégager le terrain », dit M. Germain. Façon bulldozer ? Un



M^{lle} Aubry et M. Hollande à l'aciérie Akers de Thionville, le 17 janvier. L.C. COFFAISE/FRENCH POLITICS POUR ALE M

dirigeant du PS résume : « François cherche à rassembler, Martine cogne ». M^{lle} Aubry confirme : « François, son rôle, c'est de parler aux Français. Il n'a pas à s'adresser en permanence à Sarkozy. Sur ce genre de débats, c'est à d'autres d'être là. »

L'ancien chef du PS est ce pour le savoir, lui qui a défilé de 2002 et 2007 à Jérôme. « L'expérience m'a la bonne entente entre ce premier secrétaire est la indispensable de la victoire Jean-Christophe Caumont, député de Paris. La pré est un combat solitaire gagné à plusieurs ».

« Je serai énormément sur le terrain », promet la première secrétaire, qui assure recevoir « des dizaines et des dizaines de demandes » de visites. Elle prévoit plusieurs déplacements à l'étranger pour le compte du candidat Hollande.

La maire de Lille assure évidemment ne pas regarder plus loin si la gauche l'emporte. Matignon ? « Je ne me suis jamais positionnée », répond-elle. Mon seul souhait, c'est qu'on gagne. Le choix du premier ministre se fera après, en fonction de la situation du pays. Je ne m'en suis jamais préoccupée. Voilà qui est dit. ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

« Rouille ». Hollande termine par une rencontre avec les syndicats d'Arcelor-Mittal à la mairie de Gandrange. Avant son arrivée, les médias se jettent sur Edouard Martin, représentant CFDT à l'usine de Florange : « Gandrange c'est mort ! L'usine croule sous la rouille ! » Le syndicaliste demande une « vraie politique de formation » à Hollande. Le contrat de génération ? « Ça se fait en Espagne et ça marche très bien ! » s'enthousiasme Martin. A cinq mètres, Walter Broccoli, de FO, s'énerve de voir toutes les caméras sur son camarade. « Les gens ici sont stressés, résignés, ils en ont marre qu'on ne les écoute pas. » A la sortie de la conférence de presse, deux hommes discutent : « Les 35 heures... Pfff, ça me fait marrer... J'en fait 56 ! » dit le premier. Réponse de son collègue : « T'as voulu gagner plus. Tu travailles plus ! » Ce père de famille travaille à Arcelor-Mittal : pas à Florange mais de l'autre côté, au Luxembourg.

Envoyé spécial en Moselle
LILIAN ALEMAGNA



Le candidat PS à Gandrange, symbole d'un échec politique

Gandrang (Moselle)
Envoyé spécial

François Hollande, le candidat qui tient ses promesses. D'autant plus qu'il en fait le moins possible. « Je ne suis pas venu ici pour laisser croire que dès l'élection présidentielle, tout sera possible, mais dire que tout sera engagé, tout sera fait », a lancé le candidat PS, mardi 17 janvier, en conclusion d'une visite à haute valeur symbolique à l'usine Arcelor de Gandrange (Moselle) qui a fermé ses portes en 2009.

« Avec ou sans Mittal, l'État investira dans Gandrange », avait promis Nicolas Sarkozy, en février 2008. La stèle posée par les syndicats en mémoire de ce défunt engagement a été récemment dérobée, et M. Hollande joue sur le velours des espoirs déçus.

Suivi par la foule médiatique des grands jours – 150 journalistes, dont trente envoyés spéciaux de la presse étrangère –, le candidat PS, après l'usine Alstom du Creusot (Saône-et-Loire) puis les chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), continue sa longue marche sur les traces de l'échec du sarkozysme économique. « Gandrange est devenu un lieu symbole de l'abandon de l'emploi comme priorité, de l'échec d'une politique industrielle, des manquements à la parole donnée », a-t-il martelé.

Mais à l'égard de la parole politique, la méfiance règne. Le candidat l'a constaté lors de sa rencontre avec l'intersyndicale ArcelorMittal

à la mairie de Gandrange. Où la CGT a mis la pression : « Sarkozy a été le président de la fermeture. Devenez le président de la construction et de l'inauguration d'une aciérie à Gandrange ! » Et FO lui a demandé de se muier en « porte-voix pour l'aciérie lorraine ».

« Une déception par heure »

M. Hollande ne s'est pas risqué à s'engager plus avant, prônant « un rapport de forces entre l'État et les groupes industriels ». Il a moqué les préconisations de François Bayrou : « Ce n'est pas en achetant des produits qu'on va sauver la sidérurgie. Ça ne s'achète pas en grande surface ! » Il a proposé de « modular les cotisations chômage en fonction de la durée des contrats dans l'entreprise ». Avant de dénoncer l'« opération de mistigri » et la « nouvelle illusion » présidentielle de la TVA sociale.

« Il ne s'agit pas d'organiser une triste procession, mais de matérialiser ce qu'a été le sarkozysme en termes de méthode : une promesse par jour, une déception par heure », résume Bernard Cazeneuve, porte-parole du candidat. Il sera « extrêmement méticuleux dans la manière dont il présentera son projet ». Yves Fabbri, délégué CGT, a salué un « discours de bon sens », mais reste « méfiant ». « Mitterrand avait dit pendant sa campagne que plus une usine sidérurgique ne fermera, à la fin de son mandat, il n'y en avait plus une seule. » ■

D.B.A.

Le Monde
Jeudi 19 janvier 2012